

Recherches sociographiques



Yves VAILLANCOURT, avec la collaboration de Annie AUTONÈS, *Le P.Q. et le social*

Gilles Gagné

Volume 25, Number 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056076ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056076ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gagné, G. (1984). Review of [Yves VAILLANCOURT, avec la collaboration de Annie AUTONÈS, *Le P.Q. et le social*], *Recherches sociographiques*, 25(1), 127–131. <https://doi.org/10.7202/056076ar>

Yves VAILLANCOURT, avec la collaboration de Annie Autonès, *Le P.Q. et le social*, Montréal, Saint-Martin, 1983, 164p.

Voici apparemment un livre trop bref ; à une dizaine de reprises, l'auteur évite de se « laisser entraîner dans de longs développements » (p. 75), comme il le dit, et renvoie à tout propos le lecteur à ses travaux antérieurs, c'est-à-dire à un texte ronéotypé, au texte d'une communication à un colloque et à un article... Autant de perdu pour le lecteur qu'intéressent les longs développements et autant de gagné pour la manie de l'auto-référence. (Comme chacun sait, l'auto-référence est en voie de devenir le *staple* du discours académique : dans la forme pure, on écrit d'abord un « texte » — un rapport de recherche, par exemple, destiné aux voûtes du pourvoyeur de fonds — où l'on énonce hardiment son point de vue et on en écrit ensuite d'autres pour dire qu'on l'a déjà dit ou, plus simplement, pour dire qu'on l'a démontré ailleurs.) Dans le cas qui nous occupe, heureusement, ce travers n'est pas encore émancipé de la vieille habitude d'écrire pour dire quelque chose et l'auteur, en dépit de cette brièveté de son texte qu'il déplore avec insistance (« nous ne pouvons pas tout faire dans un texte, même lorsqu'il s'allonge », p. 133), trouve le moyen d'opposer à tout préjugé favorable au P.Q. qui pourrait survivre dans la gauche des arguments parfois substantiels. Évidemment, dira-t-on, c'est tout juste si la critique du préjugé favorable au P.Q. n'est pas une condition d'accès à l'exécutif du dit parti, et il est dommage que l'auteur ait orienté toute son analyse de manière à en faire une pièce à conviction dans un procès qui passera à l'histoire en tant que cas patent d'*overkill*, comme on dit en langage atomique. Bref, comme l'auteur fait partie de la génération qui commença à faire circuler des tracts contre « l'illusion péquiste » avant même la formation du P.Q., il est dommage, dira-t-on, qu'il n'ait point soupçonné que le reste de la pyramide des âges s'était, en seize ans, élevé jusqu'au point atteint par lui-même lorsqu'il avait dix-sept ans ; il y a belle lurette que les efforts du P.Q. pour être un parti comme les autres ont été, dans la belle province, couronnés de succès. Encore ici, cependant, l'acharnement à établir la culpabilité d'un truand dont la sentence fut prononcée *Un an après* fait peut-être exception à la règle de la manie professionnelle ; comme ce livre est le remaniement du texte d'une communication présentée à un colloque tenu à Calgary, il n'appartient pas vraiment à la petite et moyenne entreprise locale de démystification du P.Q. ; il y a en effet fort à parier qu'à Calgary, le P.Q. n'ait pas encore accédé au rang des partis capitalistes ordinaires et qu'une critique allant dans ce sens ait pu jouer là-bas d'une oreille encore pleine de mythes. Plus fondamentalement, la dénonciation des positions de classe du P.Q. se trouve à être pour l'auteur une sorte de point de passage politique ; s'identifiant à ce qu'il appelle le courant *indépendance et socialisme*, il lui faut récupérer théoriquement l'indépendance et la subordonner, stratégiquement parlant, à une finalité plus haute, c'est-à-dire à la réalisation du socialisme. Pour la « composante capitaliste du mouvement national québécois », en effet, la question de l'indépendance concerne tout simplement l'émancipation du capital québécois et celle des diverses petites-bourgeoisies qui s'y accrochent alors que, pour la « composante populaire » et donc pour l'auteur, il s'agit d'imprimer aux luttes autour de cette question une orientation anti-capitaliste et anti-impérialiste américain (pp. 73-74). C'est pour cette raison, pouvons-nous dire pour résumer la perspective du livre, que l'appel en vue d'une « consolidation du camp des partisans de l'analyse et de l'action critiques dans le domaine des politiques sociales » (p. 140) trouve dans le P.Q. l'occasion d'une double identification négative : le camp sus-nommé est anti-péquiste parqu'il est indépendantiste et il est indépendantiste parce qu'il est anti-capitaliste.

Le livre se divise en deux parties. Dans la première, l'auteur examine « quelques exemples concrets de la pratique du gouvernement P.Q. dans le champ des politiques sociales » jusqu'à l'été 1982 et trouve, pour les sept cas qu'il examine, que les vaches du P.Q. dans le champ social sont fort maigres : le gouvernement P.Q. a infléchi la réforme annoncée par la loi 65 dans le sens de la « contre-réforme Forget » et, des cinq objectifs initiaux de la loi 65 (amélioration, accessibilité, participation, régionalisation, rentabilisation), il ne s'est vraiment soucié que du dernier ; s'il a bougé sur la question des garderies, c'est sous la pression des revendications populaires et il reste parfaitement étanche à l'idée d'un réseau universel et gratuit ; il a désindexé les allocations

familiales du Québec et parlé d'en abolir l'universalité ; par rapport aux années du gouvernement Bourassa, les montants affectés à l'aide sociale n'ont pas suivi l'augmentation de la clientèle ; le P.Q. a freiné la hausse du salaire minimum et il a légiféré d'une manière très minimale dans le domaine des normes minimales de travail ; le supplément de revenu de travail fut l'occasion d'une campagne de publicité beaucoup plus importante que les \$ 585 distribués en moyenne en 1980-1981, par exemple, à 27 700 prestataires ; quant aux programmes de création d'emplois, ils furent pour la plupart destinés à aider l'entreprise, et l'auteur se demande s'il convient d'en discuter dans le cadre des politiques sociales.

Cette première partie, où d'aucuns verront peut-être une grande mise à nu alors qu'il y a sobre mise au point, est à mourir d'ennui ; la stratégie de l'auteur consiste à utiliser comme base de la critique une panoplie de points de vue de gauche interchangeable et à mobiliser *ad hoc* contre tel ou tel programme (ou aspect de la politique sociale) l'une ou l'autre des nombreuses revendications ayant cours légal dans le champ du domaine des demandes idéologiquement solvables selon les divers camps émetteurs : parfois ce sont les phrases ronflantes des objectifs de la loi 65 (accessibilité ! participation !) qui fournissent les normes d'où juger l'action gouvernementale, normes que l'auteur serait le premier à critiquer (du point de vue syndical) si elles avaient été respectées ; comme ce n'est pas le cas, voilà un point de vue qui ne coûte aucun effort à la critique. D'autres fois, un programme n'est pas assez gros (si les chiffres sont petits) mais devient un bourbier administratif si un office est chargé de le développer ; les coupures de poste, cependant, et les amaigrissements bureaucratiques, sont un scandale, surtout lorsqu'ils s'accompagnent d'une valorisation du bénévolat ; quant au programme du parti au pouvoir, il est une sorte d'idéal que l'auteur reprend à son compte pour dénoncer l'action gouvernementale : en particulier, si ce programme annonçait l'intention de limiter la semaine de travail à quarante heures (alors que le gouvernement s'en est tenu à un piètre quarante-quatre heures) ; mais il faut dire aussi, d'un autre côté, que le P.Q., en tant qu'il est un des principaux responsables du recul de la syndicalisation au Québec, a proclamé des normes minimales de travail dans le but de nuire aux syndicats et que son action aurait été jugée, dix pages plus loin, encore plus anti-populaire s'il avait été fidèle à ses quarante heures ; et ainsi de suite. L'auteur, qui une fois parle au nom des administrateurs locaux des C.S.S. et qui compte scrupuleusement, à partir des plans de prévisions, le nombre de C.L.S.C. dont la création a été ajournée *sine die*, parle la fois d'après au nom des femmes dont on achète la présence au foyer pour \$ 300 par année ou au nom des travailleurs pauvres dont la soumission au capital coûte \$ 500 par année. Jamais dans ce genre de critique l'auteur ne prend le moindre risque ; si un transfert universel est remis en question parce qu'il accroît l'inégalité de la distribution des revenus, il se porte à sa défense au nom des acquis historiques (des riches qui en jouissent ?) et, si le gouvernement fait l'inverse, il s'arrange pour trouver un *lobby* que ça dérange afin d'endosser ses titres critiques (sans doute authentiques dans la plupart des cas ; mais cela n'ajoute rien à la procédure de l'auteur). Remarquons aussi en passant que, lorsqu'il suppose que le gouvernement tente d'acheter pour quelques centaines de dollars des femmes, des pauvres, des syndiqués potentiels, etc., il se trouve à voir la paille dans le ratelier du voisin sans voir l'avoine qu'il y a dans le sien ; en tant que chercheur en sciences sociales, il devrait savoir que, lorsque le pouvoir entend d'acheter une couche (sociale) ou de l'intégrer aux appareils, il est infiniment plus généreux que cela ; il aurait pu penser au cas des sciences sociales, par exemple, où les priorités de la recherche (la violence dans les familles) qui, du haut des officines, tombent sur la tête des chercheurs accompagnées de leurs critères (Utilisez-vous l'ordinateur ? Vos recherches aboutiront-elles à une communication à un colloque ?) et de leurs normes (Faites-vous, contrairement à Piaget, de la recherche non existe ?) s'accompagnent aussi de centaines et de centaines de millions de dollars ; en tant que chercheur en sciences sociales, il devrait savoir *ce qu'il en coûte* simplement pour essayer d'entretenir dans le monde académique une étrange frénésie de la recherche... de crédits, et pour tenter d'accroître la productivité du travail intellectuel de la « nouvelle-petite-bourgeoisie » en réduisant toute pensée au jeu banal des formulaires, des rapports et des comités ; en tant que chercheur, il doit savoir aussi que le mouvement syndical n'avance plus parce qu'au moment où le

chômage lui raffe ses membres par milliers, les permanents syndicaux ont perdu tout dynamisme pour ce qui est du recrutement et qu'ils préfèrent eux aussi faire de la recherche en attendant qu'un gouvernement leur serve la classe ouvrière sur le plateau de quelque négociation sectorielle ; en tant que chercheur, il doit bien savoir que ce ne sont pas quelques centaines de dollars qui arrêtent les mouvements sociaux et que ce n'est pas demain la veille du jour où l'on va arrêter le féminisme avec des allocations de disponibilité pour les femmes au foyer ; en tant que chercheur en sciences sociales, bref, il devrait savoir qu'il n'est pas (encore) donné à tout le monde de se choisir une identité selon ce qu'elle rapporte et qu'il y a encore des gens qui se définissent autrement que par rapport aux subventions gouvernementales. L'erreur de l'auteur, c'est donc de partir de l'expérience de la nouvelle-petite-bourgeoisie et de tout voir en terme de clientèles : dans la social-démocratie, explique-t-il, il y a d'abord un parti bourgeois (premier client) qui sert le capital grâce à son alliance avec une nouvelle-petite-bourgeoisie (deuxième couche cliente), laquelle petite-bourgeoisie se charge de récupérer le mouvement ouvrier et populaire et d'alimenter la confiance des classes populaires (troisième couche cliente) à l'endroit de l'État-providence. La social-démocratie reposerait ainsi sur diverses capacités de payer : le capital donne une marge de crédit au parti qui en donne une à la petite-bourgeoisie qui distribue, en bas, les services. Le défaut de cette perspective (sa qualité pour ceux qui la font leur) c'est de coucher toutes les luttes réformistes pour le partage équitable des fruits du travail social dans le langage de la vénalité. Ce langage, cependant, d'où vient-il ? Du gouvernement, qui se rend coupable de rendre 27 000 travailleurs éligibles à un transfert de \$ 500 ou de ceux qui croient que cela sert à les rendre moins combattifs ?

La deuxième partie du livre est beaucoup plus intéressante que la première pour la bonne raison, qu'au lieu de s'en tenir à un commentaire des faits qui emprunte n'importe où ses idées, l'auteur entreprend de penser ; en dépit du fait qu'il s'appuie pour cela sur un « Bref rappel de quelques acquis des analyses récentes du courant socialisme et indépendance », son chapitre portant sur « Quelques pistes d'analyse pour un essai d'interprétation plus global de la pratique du gouvernement P.Q. dans le domaine des politiques sociales » nous semble contenir de très bonnes pistes. Il se divise en trois parties ; dans « Le P.Q. et la question nationale », l'auteur trouve que le gouvernement péquiste a pris les capitalistes comme destinataires principaux de ses politiques et que, jusqu'au référendum, il s'est écrasé face au gouvernement central pour « éviter d'alimenter [ses] inquiétudes » (p. 83). Dans « Le P.Q. et la social-démocratie », il conclut que le P.Q., contrairement à ce qu'il prétend, n'est pas social-démocrate. Il montre finalement, dans « Le P.Q. et la gestion capitaliste de crise », que la politique sociale du P.Q. est parfaitement congruente avec l'évolution à long terme du rôle des politiques sociales dans les pays capitalistes avancés ; c'est donc sous cette rubrique que se trouvent les meilleures pistes de ce livre, alors vraiment trop bref.

Sur la question nationale, la thèse selon laquelle le P.Q. a perdu le référendum parce qu'il n'a pas fait alliance avec les classes populaires et selon laquelle c'est dans le champ des politiques sociales qu'une telle alliance aurait dû se manifester, n'est pas aussi limpide qu'elle en a l'air. Peut-être le référendum consistait-il plutôt à choisir entre les deux fonctions importantes de l'État moderne : pour ceux qui travaillent et qui doivent compter sur un salaire pour assurer leur vie, le gouvernement apparaît comme le gestionnaire de la croissance économique, le promoteur de grands projets, le levier du développement et, idéalement, la source d'une politique industrielle (modèle de l'État MITI) ; pour ceux-là, autant avoir le gouvernement central à portée de la main et faire comme les travailleurs de la Baie James : voter oui. Pour d'autres, l'État est le garant méta-social de la propriété, il est aussi redistributeur de revenus, dispensateur de services et, pour employer une image que les indépendantistes ont systématiquement mésinterprétée, émetteur de pensions de vieillesse. Pour ceux-là, ou plutôt : de ce point de vue, l'État est un assureur et deux assurances (en concurrence) valent mieux qu'une. La « politique industrielle », donc, sera mieux adaptée, plus efficace et moins tirailée si la structure économique à laquelle elle s'applique est plus homogène, alors que la « politique sociale » sera mieux assurée si sa base de financement est plus large. Dans le premier cas, il s'agit d'exploiter les avantages, de tableur sur les différences et de créer

des écarts ; dans le second, d'égaliser *ex post* les résultats. (La vraie « troisième voie », c'est celle qu'ont suivie les événements depuis quarante ans ; les seules initiatives qui sont venues du fédéral furent dans le domaine social ; encore quarante ans de subventions discrétionnaires aux garderies — voici pour le fédéral — de Baie James et d'Héritage Funds — voilà pour le provincial — et les faits seront à l'envers des compétences constitutionnelles.) En conséquence de ces tendances historiques, il est difficile, pour un gouvernement provincial, de damer le pion au fédéral en tant qu'assureur, et c'est peut-être justement par opportunisme pré-référendaire que le P.Q. est resté *low profile* dans le « champ des politiques sociales » ; en s'adressant à ce que l'auteur appelle le camp du capital, il s'est adressé aussi, dans les « classes populaires », à ceux pour qui le rôle économique et industriel de l'État est la composante principale de son action. Pour les fins du référendum, il n'y avait rien à gagner avec de meilleures politiques sociales et le P.Q. a sagement attendu d'avoir du trouble avec « ses » travailleurs, avec « sa » nouvelle-petite-bourgeoisie et avec « ses » classes appui pour découvrir qu'il fallait penser aux « plus démunis ». Mieux vaut tard que jamais. De toutes manières, le camp du capital pour lequel le P.Q. aurait travaillé jusqu'au référendum aurait avantage à être mieux défini ; l'auteur dit qu'il représente 25% de la société : ça fait beaucoup de capitalistes.

Sur la question de l'évolution historique des politiques sociales, il nous faut renvoyer le lecteur au livre lui-même ainsi qu'aux études dont il s'inspire. En gros, dirons-nous simplement, l'auteur distingue trois périodes dont la chronologie, au Canada à tout le moins, serait la suivante : la période du *bien-être* s'étend jusqu'en 1940 ; celle de la *sécurité sociale* dure ensuite jusqu'à la fin des années 1960 alors qu'on entre finalement dans la période du *revenu minimum garanti* (R.M.G.) (pp. 106sq.). Pour autant qu'elles se contentent de corriger les méfaits de la distribution capitaliste des revenus, dit l'auteur, les politiques sociales que coordonnent le R.M.G. continuent la stratégie de la sécurité sociale, leur spécificité étant simplement qu'elles subordonnent la poursuite de ce résultat à une saine gestion du marché du travail. La stratégie du revenu minimum garanti substitue donc aux services et aux transferts universels toute une panoplie de programmes partiels, particuliers, conjoncturels, toujours destinés à des clientèles finement découpées et cela de manière à ne pas diminuer, globalement, l'incitation au travail. Bien que ces programmes visent à maximiser l'effet redistributeur de chaque dollar dépensé, l'auteur se demande si cette redistribution ne serait pas « horizontale » (des classes populaires aux classes populaires), ce qui nous paraît être une certitude étant donné sa définition des classes populaires. Du point de vue de la politique du revenu garanti, les programmes universels qui n'ont pas d'effet redistributeur (ou qui accroissent l'inégalité) sont autant d'entraves sur la voie d'une prise en charge adéquate des plus démunis et aspirent vers eux des ressources dont le rendement politico-idéologique serait plus grand ailleurs. D'une politique keynésienne axée sur la consommation collective et sur le soutien de la demande globale, nous serions passés à un ensemble d'interventions *ad hoc* dont la règle commune est de ne pas nuire au fonctionnement du marché du travail.

L'auteur, qui se retrouve sans l'avoir décidé à prendre la défense de l'ancienne sécurité sociale, a quelques difficultés à expliquer en quoi l'adoption par le P.Q. de la stratégie du R.M.G. l'aurait rendu particulièrement favorable au camp du capital. Alors que l'analyse de cette stratégie devait lui permettre d'unifier ses diverses critiques de la première partie, tout ce qu'elle lui permet de dire c'est que le P.Q. a bel et bien accepté de laisser l'entreprise privée, convenablement incitée, s'occuper du gros de l'activité et du développement économique. Cela n'est pas très éclairant.

Il y a quelques années encore, la politique keynésienne était rejetée en tant que vulgaire combine ayant en vue le sauvetage du capitalisme ; elle est aujourd'hui en voie de devenir l'objet d'une grande nostalgie alors que les contradictions nouvelles qu'elle a suscitées deviennent la preuve (qu'on s'administre à soi-même) qu'elle était trop généreuse pour être durablement acceptable dans le cadre de ce mode de production. De la même manière, tant que la politique garantiste ne sera pas mise de côté par les gouvernements, cela sera la preuve, pour les analystes qui

cherchent cette preuve, qu'elle est favorable au camp du capital ; quand elle aura été abandonnée, cela signifiera qu'elle ne l'était pas assez.

Gilles GAGNÉ

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Gérard BÉLANGER, *L'économie du secteur public*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1981, 321p.

Dans sa préface, l'auteur affirme avec raison qu'« il existe chez nous peu de travaux de science économique sur l'expansion rapide qu'a connue le secteur public depuis vingt ans et sur l'omniprésence gouvernementale dans l'économie du Québec ». Le présent ouvrage n'ajoute malheureusement que de façon très marginale à nos connaissances en ce domaine. En effet, cet ouvrage se limite, pour l'essentiel, à rassembler des textes déjà publiés antérieurement. Plus précisément, sur les dix-neuf chapitres qu'il compte, quinze ne sont rien d'autre que des articles de revue ou extraits de livres publiés entre 1971 et 1980, et trois reprennent des communications présentées entre 1970 et 1979 (dont l'une à un congrès du Parti progressiste-conservateur du Canada). Il ne reste donc qu'un seul chapitre, en l'occurrence le premier, d'ailleurs largement descriptif, qui soit « nouveau » : il s'agit d'une étude comparative des secteurs publics québécois et ontarien.

L'idée de rassembler des textes déjà publiés peut se défendre lorsqu'il s'agit d'un ensemble cohérent d'articles difficiles d'accès et dont la pertinence demeure toujours actuelle. Dans ce cas-ci cependant, on peut se demander si ces critères sont respectés. Six chapitres (soit un tiers du total) ont été publiés entre 1970 et 1974. Dans un domaine qui a évolué aussi vite que celui du secteur public, on peut se demander si des textes datant de plus de dix ans peuvent encore offrir un intérêt autre qu'historique. Ceci vaut particulièrement pour les chapitres sur le financement de l'enseignement supérieur au Québec (chapitre 7), sur la rentabilité des investissements en santé (chapitre 13) et sur la stabilisation économique (chapitre 19), qui ont été publiés respectivement en 1973, 1971 et 1971. Ces chapitres sont basés quasi exclusivement sur des données chiffrées relatives aux années 1960. Quand on connaît l'expansion et la restructuration considérables qu'ont prises au cours des années 1970 les dépenses de l'enseignement supérieur et de la santé ainsi que les relations économiques entre les États-Unis et le Canada, on peut se demander si une mise à jour n'edt pas été indiquée... Si l'on excepte le chapitre 1, la partie la plus récente est sans doute celle consacrée aux transports. Celle-ci reproduit en fait deux chapitres d'un livre que l'auteur a publié (en collaboration) en 1978, auxquels on a ajouté un extrait de l'*Annuaire du Québec* de 1977-1978. Qu'à trois ans d'intervalle les mêmes textes (près de cinquante pages au total) puissent se retrouver dans deux ouvrages différents nous semble une procédure discutable.

Rassembler des textes déjà publiés risque quasi inévitablement de donner lieu à des problèmes de cohérence et d'équilibre entre les diverses parties du tout ainsi construit *a posteriori*. On peut, par exemple, se demander s'il était justifié de consacrer trois chapitres à l'université alors que les autres secteurs de l'éducation sont absents, que la santé et le logement n'ont droit chacun qu'à un seul chapitre, et que le problème de la pollution est traité en un minuscule chapitre de cinq pages. En outre, la partie relative aux politiques macro-économiques ne comporte qu'un seul chapitre, datant de 1971, et consacré aux relations économiques entre le Canada (dans son ensemble) et les États-Unis.

Un auteur aussi prolifique que celui du présent ouvrage peut difficilement échapper à la répétition. C'est ainsi que l'on retrouve des chapitres qui commencent par exactement les mêmes